

[Texte]

constater la sensibilité de la population canadienne en général, de l'ouest à l'est. Est-ce qu'on a établi un mécanisme pour s'assurer que les populations des autres provinces canadiennes aient de justes retombées économiques des activités de l'Agence spatiale?

Mr. Winegard: If you look, for example, at what happened with respect to RADARSAT, while it is true that much of that work and the bulk of that work will probably be in Quebec, it is spread into other provinces. The provinces that contributed to funding for RADARSAT are also going to reap some of the benefit. If we use our standard method of seeking people to respond to a government request, I think it will indeed be across the country, because the expertise in this area is spread across the country.

M. Marin: Il est bien évident que la réponse du ministre est partiellement satisfaisante si on se fie seulement à l'offre et à la demande. Il est certain que l'Ontario a eu, jusqu'à tout dernièrement, l'exclusivité dans le domaine de l'automobile. Est-ce qu'on va avoir des mécanismes qui permettront à des groupes des autres provinces, qui sont peut-être moins prêts que ceux de l'Ontario à l'heure actuelle, de faire de la concurrence?

Mr. Winegard: Yes, there are in fact incipient units across the country. When you look at where these things are springing up, they are across the country. It will be part of our job and part of the president's job to ensure that when we go to tender it is not just Ontario that gets a chance to bid.

The Chairman: There will be a five-minute round of questioning.

Mr. Pagtakhan: I would like to pursue the advisory board. I think it is generating a lot of concern.

• 1630

In clause 22 it states:

22. The Board shall meet at such time and place as the Minister may determine.

This means that of course the board may meet. Will the board meet other than at the direction and determination of the minister? Will it be a valid meeting of the board?

Mr. Winegard: Yes, I am sure. We have other boards that meet and generally at the call of the minister. But sometimes the minister simply cannot be there, so a board meeting goes ahead and it is a valid meeting.

Mr. Pagtakhan: I just want it to be recorded, in fact, because the bill may indicate that it may only happen as the minister may determine. This is the law. It is not your statement. This is recorded.

[Traduction]

an uneasiness expressed by the rest of Canada, in the west as well as in the east. Has anything been put in place so that the people in other provinces receive fair economic spin-offs from the Space Agency's activities?

M. Winegard: Prenez le cas de RADARSAT. Il est vrai qu'une grande part du travail, l'essentiel du travail, se fera au Québec mais le travail a débordé les frontières de la province. D'autres provinces ont contribué au financement de RADARSAT et elles vont en retirer certains bénéfices. Si on a recours à la méthode usuelle pour répondre aux appels d'offres du gouvernement il faudra que l'appel soit lancé à l'échel national parce que les compétences dans ce secteur sont dispersées un peu partout.

Mr. Marin: I can see that the Minister's answer is partially satisfactory if we consider only of supply and demand. Until recently, the automobile industry was dominated exclusively by Ontario. Should we not consider taking steps so that groups from other provinces, perhaps less prepared than the ones now in Ontario, might be able to compete?

M. Winegard: Effectivement, il y a des unités embryonnaires aux quatre coins du pays et quand on regarde où elles ont pris naissance, on constate que chaque province est touchée. Il nous appartiendra et il incombera au président de garantir qu'au moment des appels d'offres, ce ne sont pas seulement les Ontariens qui auront la possibilité de soumissionner.

Le président: Nous passons maintenant aux tours de cinq minutes.

M. Pagtakhan: Je reviens au comité consultatif. Je pense qu'on s'en inquiète énormément.

Je cite l'article 22:

22. Le Comité se réunit aux date, heure et lieu fixés par le ministre.

Cela signifie que le Comité pourra se réunir. Le Comité se réunira-t-il par ailleurs, sans demande expresse du ministre? A ce moment-là, sera-ce une réunion légitime du Comité?

M. Winegard: Oui, absolument. Il existe d'autres comités qui normalement se réunissent à la demande du ministre. Il arrive parfois que le ministre ne puisse pas être sur place et le Comité ne s'en réunit pas moins. C'est quand même une réunion légitime.

M. Pagtakhan: Je voulais que ce soit bien clair car en fait il est possible d'en conclure d'après la disposition du projet de loi que seul le ministre peut demander au Comité de se réunir. C'est le texte de la Loi mais ce n'est pas ce que vous avez déclaré. Nous sommes fixés.